

L'Europe en danger ©



 [English](#)

 [Français](#)

 [Русский](#)

 [Español](#)

 [Հայերէն](#)

 [Português](#)

L'histoire enregistre un nombre étonnamment élevé de catastrophes subies par l'homme dans différentes parties de cette planète ; certaines à l'échelle mondiale. Ces bouleversements peuvent avoir été provoqués par l'homme ou infligés par la nature. Dans cette dernière catégorie, ces derniers temps, le changement climatique avec ses caractéristiques destructrices pour la planète, nous promet un avenir préoccupant ; certains de ses aspects négatifs sont déjà manifestes. Les pandémies doivent également être prises en compte. L'exemple de 1917 est bien connu. Son parallèle actuel, celui du COVID-19, a déjà provoqué des bouleversements sociologiques mondiaux inédits dans l'histoire moderne.

Le choix des termes est ici décisif. Néanmoins, au-delà des catastrophes naturelles, et si l'on rentre dans le monde des guerres et de la destruction - on assiste aujourd'hui à une forme très agressive de terrorisme, jamais observée auparavant. Le mot "terrorisme" a de vastes implications. Non parrainées par l'État, des organisations pouvant être classées comme telles ont vu le jour parmi un certain nombre de petites nations. Dans les deux exemples européens ci-dessous aucune nation n'a été menacée d'extermination ou de génocide. Elles appartiennent toutes deux à la civilisation européenne/occidentale.

L'IRA - Armée républicaine irlandaise - avait été créée afin d'unir la majorité protestante du nord de l'île à la République majoritairement catholique du sud. L'accord du Vendredi saint de 1998 permit d'aboutir à un règlement à l'amiable. En 2005, l'organisation a finalement renoncé à sa campagne militaire. Les petites nations ont souvent eu dans leur histoire des périodes très difficiles à gérer. La plus grande tragédie qu'ait connue la nation irlandaise aura été la grande famine, suite aux récoltes catastrophiques de pommes de terre en 1845-49. En raison de la mortalité et de l'émigration, la population avait diminué à hauteur de 25 %. Le nombre total de décès peut être estimé à un million. L'aide attendue n'était pas arrivée.

Autre exemple dans la même catégorie, le mouvement militant basque : ETA - Euskadi Ta Askatasuna. Son objectif était d'atteindre un plus grand niveau d'autonomie et de protéger sa culture nationale contre une volonté dominatrice de l'Espagne, dans la péninsule ibérique. En 2011, après être parvenue à un accord raisonnable avec le gouvernement espagnol, l'ETA a mis fin à sa lutte armée, et en 2018 l'organisation s'est entièrement dissoute. Dans l'histoire moderne de la nation basque, le plus grand désastre fut probablement la destruction de leur petite capitale culturelle Guernica, en 1937 par les nazis. Un raid aérien mené par un escadron de bombardiers soutenu par des avions d'attaque au sol Messerschmitt, massif, avec des quantités d'explosifs, déclencha un véritable enfer. Les deux tiers de la ville réduits à des amas de décombres. Aucune aide n'est venue, ils étaient seuls. Ceci étant, il est raisonnable d'affirmer que les deux organisations militantes susmentionnées étaient régionales et ne constituaient pas une grande menace pour la sécurité globale de l'Europe.

Avec le début du 21e siècle, la chronologie généralement sûre des dernières décennies a commencé à changer progressivement, en raison de la montée du terrorisme islamique largement organisé. C'est alors qu'un terrorisme basé à l'étranger a vu le jour. La première organisation terroriste de cette catégorie à avoir atteint la notoriété a été Al-Qaida, avec des opérations visant directement l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, depuis l'Afghanistan, pays difficile d'accès. Le danger que représente ce type de terrorisme s'est considérablement accru avec la formation de l'État islamique d'Irak et de Syrie (ISIS) ou État islamique d'Irak et du Levant (ISIL). Ce groupe a établi une administration basée sur le califat dans des sections nord des pays susmentionnés, comprenant de nombreuses milices. Le vide créé par la guerre civile en Syrie a favorisé leur cause. Le financement et les équipements militaires ont été principalement fournis par la Turquie, qui avait établi des liaisons terrestres à partir de sa frontière sud. Le califat a payé les armes en permettant à la Turquie d'usurper la production pétrolière de la Syrie au moyen de véhicules routiers. Les activités du califat ont été en de nombreux aspects similaires à ceux de l'Empire ottoman. Il s'est attaqué aux communautés islamiques les plus faibles, et aux plus petites communautés chrétiennes, telles que les Assyriens chrétiens et les Syriaques ; mais les Yezidis aussi ont été spécifiquement visés. L'État islamique tentait également de renverser les gouvernements de Damas et de Bagdad. Les forces syriennes, aidées par les Kurdes et les milices iraniennes, se sont révélées inefficaces pour l'éliminer. Le califat a été démantelé principalement grâce à l'intervention russe qui a débuté au cours du dernier trimestre de 2015. Les États-Unis étaient également présents dans la région : il semble qu'il y ait eu un accord secret entre les deux parties concernant l'intervention. Peu de temps après, la Turquie a occupé le nord de la région frontalière de la Syrie et a placé sous son contrôle les sections survivantes de l'ISIS, puis a étendu leur formation en Anatolie pendant la période 2018-20. Les milices islamiques terroristes ont été préparées pour des opérations à l'échelle mondiale.

La deuxième idéologie que la Turquie a restructurée en un vaste mouvement terroriste est le Panturcisme. La réforme du mouvement - qui entretenait des liens extérieurs - a occupé la majeure partie de la deuxième décennie de ce siècle. En effet, il est maintenant intensément politisé. Panturcisme est un mot d'origine occidentale, et dans le

groupe des langues altaïques la chose est connue sous le nom de *Turancılık*. C'est l'aspect expansionniste de l'idéologie du turcisme (*Türkçülük*) avec des traits parallèles au nazisme. ([Voir notre bibliographie sur le génocide arménien](#)). De nombreuses institutions du pays, dont l'armée, y adhèrent de façon prédominante. Les milices bien établies des Loups gris (*Boz Kurt*) - étroitement liées à l'armée - ont maintenant pris un certain élan. Le membre le plus connu de l'organisation était le terroriste qui avait tiré et blessé le pape Jean-Paul II en 1981 sur la place Saint-Pierre du Vatican. La Turquie a maintenant combiné les deux mouvances terroristes, ISIS et panturcisme, créant ainsi l'actuel terrorisme biface parrainé par l'État. Le turcisme anatolien en reste l'épicentre avec l'Azerbaïdjan comme principal complice.

Le terrorisme biface a fait ses débuts dans une agression bien organisée et préméditée contre la République arménienne de l'Artsakh (Haut-Karabagh) le 27 septembre 2020, par l'intermédiaire du pays voisin. Il s'agissait non seulement d'artillerie lourde et de véhicules blindés, mais aussi de haute technologie, les drones ou UAV (Unmanned Aerial Vehicles) - contrôlés par les forces armées turques - et d'avions de chasse F16 américains. Les insurgés de l'ISIS ont été le fer de lance de l'offensive. En outre, bien sûr, les commandos turcs sont directement impliqués. Dès le début, la psychologie générale des terroristes a choisi de cibler la population civile. Les meurtres de prisonniers de guerre et les mutilations de leurs corps - comme ce fut le cas lors de l'opération de quatre jours d'avril 2016 - est encore la procédure standard ; on a des témoignages sur l'utilisation de munitions interdites, y compris le phosphore blanc. Le produit chimique incendiaire susmentionné a été lancé par des missiles sur les forêts arméniennes afin de créer des catastrophes environnementales. Comme prévu, l'agresseur a utilisé sa propre population comme bouclier humain. Leurs pilotes ne pouvaient même pas s'éjecter lorsqu'on leur tirait dessus, car leurs mécanismes d'éjection avaient été intentionnellement désactivés. Cette rage expansionniste génocidaire vise à détruire tous les Arméniens qui habitent encore le plateau d'Arménie, un territoire de 300000 km². Les deux républiques arméniennes n'occupent actuellement que 10 % de leur territoire national. ([Cartographie de l'Arménie](#)). Les destructions actuelles rappellent le bombardement nazi de Guernica, mais à une échelle beaucoup plus large. Les Arméniens sont largement dépassés en nombre par leurs adversaires, et ils sont seuls.

Considérons en outre la réponse de la communauté internationale. Les coprésidents de l'OSCE, le Groupe de Minsk, la Russie, la France et les États-Unis ont bien déclaré individuellement trois cessez-le-feu en octobre 2020. L'Azerbaïdjan n'en a pas tenu compte et a pénétré plus avant dans l'Artsakh arménien. Les coprésidents susmentionnés n'ont pas pris de mesures efficaces pour faire respecter les déclarations de cessez-le-feu. Le Groupe de Minsk compte huit autres membres, dont l'un est membre de l'Otan, c'est-à-dire la Turquie, qui est, nul ne l'ignore, le pays qui a commis le génocide arménien du XXe siècle et qui continue à occuper l'Arménie occidentale, malgré le fait que l'arbitrage du président Woodrow Wilson de 1920 avait attribué la souveraineté sur ce territoire à la nation arménienne. Les arbitrages ne peuvent pas être annulés. Qui plus est, la Turquie n'a pas reconnu le génocide et n'a

pas payé de réparations. Ainsi, le fait d'inclure la Turquie pour résoudre un problème arménien est assez comparable à ce qu'aurait été une invitation faite aux nazis pour résoudre un problème juif - un rare exemple de malhonnêteté.

Cette malhonnêteté a une histoire qui remonte au début des années 1920, lorsque les bolcheviks russes et le turcisme d'Anatolie s'entendirent pour ravager largement la République indépendante d'Arménie et ses perspectives. La première entente secrète impliquait que la Turquie arrête les cuirassés britanniques et français entrant dans la mer Noire pour bombarder les ports bolcheviques russes ; les Alliés soutenaient les "Blancs" anticommunistes. Cette entente s'est concrétisée en 1936, avec la Convention de Montreux qui réglementait le régime du détroit. La Russie soviétique en échange de cette "grande faveur" vendit les Arméniens aux Turcs et aux Azéris. En Union soviétique, le génocide a été strictement recouvert d'un voile pendant des décennies. Les hauts plateaux d'Arménie ont été distribués à ses voisins ; l'Arménie occidentale et la province de Kars à la Turquie. L'Azerbaïdjan a reçu le district de Nakhichevan, la moitié de Siunik (Zangezur) et l'Artsakh. Les principales provinces d'Arménie, y compris l'Artsakh, sont répertoriées dans l'atlas allemand de Spruner, *Atlas Antiques*, Gotha, 1850. (Voir la [Cartographie de l'Arménie](#) [p.7]. La démographie de l'Arménie, les réalités historiques ou géographiques, y compris ses droits à réparation relatifs au génocide, tout a été balayé.

Avoir détaché et usurpé la province arménienne de l'Artsakh reste l'un des épisodes les plus malhonnêtes. Elle a été réduite à une enclave détachée des régions environnantes de sorte que sa défense devienne aussi pratiquement une impossibilité - et elle a été rebaptisée Nagorno-Karabagh, une région où les droits de sa majorité arménienne sont largement piétinés. En effet, les bolcheviks russes pensaient qu'en sapant l'intégrité territoriale de l'Arménie en formation, ils pourraient établir une large frontière reliant l'Azerbaïdjan, le district iranien d'origine, au sud avec le nouveau territoire, l'Azerbaïdjan soviétique au nord, séparé par le fleuve Araks/Arax constituant de ce fait la frontière internationale. Par conséquent, en unissant les deux Azerbaïdjans, ils pourraient progressivement faire passer l'Iran entièrement sous le joug communiste. L'enjeu était sans doute important, mais le plan échoua. Les Arméniens, en revanche, n'ont pas réussi à instaurer un Artsakh unifié si ce n'est pendant la guerre d'indépendance de 1991-1994, et ils ont établi un État *de facto* suite au cessez-le-feu signé entre l'Artsakh, l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 1994 ; ceci intégrant une présence démographique arménienne à 97%.

On pourrait penser que l'épisode bolchevique russe susmentionné marquerait la fin du projet d'affaiblissement de l'Arménie par la Russie, mais malheureusement le problème est chronique. Ce dernier épisode impliquant le district de Nakhichevan en Arménie incorporé à l'Azerbaïdjan - la plupart de sa population arménienne d'origine d'ailleurs exterminée - en tant qu'enclave n'ayant de frontières qu'avec la République arménienne et l'Iran. La Turquie, en occupant l'Arménie occidentale, n'est qu'à une courte distance. L'Iran et la Turquie, cependant, décident d'échanger des territoires, ce qui à son tour, fournit à la Turquie une courte frontière avec le Nakhichevan, et compromet sérieusement la sécurité de la République arménienne sur la région sud-ouest. La Russie aurait pu modifier la

frontière intérieure de l'État soviétique, comme elle l'avait fait dans d'autres régions, afin d'éliminer le danger. Mais la Russie n'a pas agi parce qu'elle faisait secrètement partie de la subversion.

Malheureusement pour la communauté internationale du XXI^e siècle, peu de choses ont changé. C'est pourquoi la double agression terroriste lancée contre l'Artsakh aurait pu être rapidement stoppée si les coprésidents actuels - tous membres du Conseil de sécurité des Nations unies - avaient mis en œuvre une intervention humanitaire des Nations unies, une procédure basée sur la doctrine de la responsabilité de protéger, également appelée R2P. ([Voir L'Europe politique, p.4](#)). Il s'agit d'une procédure spécifiquement instituée pour la sécurité des petites nations, qui peut également fournir une "souveraineté réparatrice", quelque chose d'essentiel dans ce cas. La crédibilité nécessaire à une telle mesure faisait défaut, ce qui a entraîné des destructions et des pertes de vies humaines. En tant que superpuissance régionale, la Russie mène une politique qui refuse à l'Artsakh son indépendance ou une union avec la République d'Arménie, de façon à pouvoir la coopter comme base russe importante en Azerbaïdjan ; cette politique finira par détruire les Arméniens. Il s'agit d'une tactique coloniale du XIX^e siècle utilisée au XX^e siècle par l'Union soviétique, elle n'a pas sa place au XXI^e siècle. C'est, bien sûr, une raison supplémentaire pour laquelle l'Artsakh doit être reconnu comme un État de droit. Étonnamment, certains ont même affirmé que les régions environnantes de l'Artsakh, qui ont été usurpées au début des années 1920, devraient en être à nouveau détachées¹. Même avec un couloir vers la République d'Arménie, cela devient pratiquement impossible à défendre. Pour une paix permanente, il est impératif que l'Artsakh maintienne ses frontières selon le traité de paix de 1994, et récupère les sections du plateau oriental de l'Arménie, actuellement sous suzeraineté azérie. Depuis ces hauteurs, les Azéris ont tiré sur les villes et les villages de la République d'Arménie. La séparation des deux nations doit être fondée sur des lignes géographiques naturelles, les Arméniens dans leurs hautes terres, et les Azéris dans les basses terres s'étendant vers l'est, avec la trajectoire longitudinale du fleuve Kura, pour dessiner une frontière viable.

La frontière sud de l'Artsakh, qui se trouve dans la province d'Azerbaïdjan, au nord de l'Iran, est également importante. Cependant, en octobre 2020, les Arméniens se sont largement retirés de leur frontière fluviale Araks/Arax avec l'Iran, si bien que les terres arméniennes libérées ont été rapidement occupées par les insurgés du

¹ L'Artsakh, similaire à la République d'Arménie, s'est formé sur la partie sud-est du plateau d'Arménie. Au long de la chronologie soviétique et la période précédente - si l'on exclut les basses terres près de la frontière iranienne d'Agdam, Fuzuli et Jabrayil partiellement - les Arméniens constituent la majorité absolue depuis des temps immémoriaux. Par conséquent, si l'on veut régler la question par des voies démocratiques, il faut suivre des principes géographiques et démographiques, et non pas créer des provinces fictives, privilégiant les Azéris, à des fins expansionnistes plus tard. Conséquence des incursions injustifiées actuelles dans l'Artsakh, ce sont les Azéris qui ont l'obligation de quitter les terres arméniennes et non l'inverse. En outre, en raison des destructions massives subies, l'Artsakh n'aura pas seulement besoin d'une structure de défense puissante, mais aussi d'une aide humanitaire - en particulier pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP) - pendant un certain nombre d'années, de la part de la communauté internationale.

terrorisme à double face (islamiste et panturciste) ; l'infestation a été très grave. Dans le passé, l'Iran aurait peut-être réussi à freiner une telle évolution, mais aujourd'hui, l'Iran a conclu un traité de défense et d'investissement de 25 ans avec la Chine, estimant par conséquent que les militaires chinois peuvent défendre efficacement ladite frontière. La Chine, bien sûr, a le même problème du terrorisme à deux facettes au-delà de sa frontière occidentale en Asie centrale, d'où son implication stratégique possible dans le Caucase du Sud. Sans aucun doute, si l'Artsakh ne parvient pas à récupérer ses terres dans le sud, la frontière nord de l'Iran restera sérieusement en danger.

En ce qui concerne la défense, la Russie était un autre choix possible pour l'Iran, mais les incohérences de Moscou ont fait de la Chine le premier choix approprié. En effet, la Russie n'a pas réussi à arrêter le transport de milliers de terroristes syriens d'ISIS de la Turquie vers l'Azerbaïdjan, en passant par la Géorgie. Cet élément s'est maintenant infiltré dans les régions frontalières de l'Artsakh, il est également apparu à la frontière entre la Russie et l'Azerbaïdjan ; la Russie n'a pas réussi à protéger la région, et c'est dramatique. Les terroristes de l'ISIS et Panturc se comptent maintenant en milliers. Les prochaines évolutions regrettables peuvent être évaluée par le témoignage fourni par un insurgé de l'ISIS, disant : "on nous a ordonné de massacrer tous les Arméniens". Cet objectif est tout à fait conforme à l'idéologie du turcisme, et relève d'une tentative de génocide par les Turcs et les Azéris ; après pratiquement un siècle et demi d'expérience, il est temps de comprendre que l'élément génocidaire doit désormais être traité avec sa propre médecine.

Parmi les pays à risque, la Russie se distingue nettement. Cependant, une partie de ce risque est due à sa propre mauvaise gestion. N'ayant pas interrompu le transport de l'ISIS de la Syrie vers ses propres frontières dans le Caucase et l'Artsakh, n'appliquant pas immédiatement sa déclaration de cessez-le-feu d'octobre 2020, la destruction de ce petit pays a été aggravée par le fait que lorsque les Azéris ne réussissaient pas à progresser rapidement, la Russie a permis l'arrivée de plus d'un millier de commandos professionnels turcs pour attaquer et capturer la citadelle de Chouchi, dont la cathédrale avait déjà été bombardée. Chouchi est tombée, avec elle est aussi tombé au plus bas l'espoir des Arméniens. La Russie a travaillé main dans la main avec les Turcs et les Azéris. La Russie a bien fourni des armes à la partie arménienne, mais comme prévu, ne leur a même pas fourni une seule compagnie de soldats en Artsakh. Il est intéressant de noter qu'il y a un parallèle avec le passé. Ainsi, en 1905, les Russes avaient largement armé les Azéris - alors appelés Tatars - afin d'attaquer les Arméniens du Nakhitchevan, et la population arménienne a été décimée. Ainsi, au XXe siècle, il s'agissait d'armer les Azéris ; au XXIe siècle, lorsque cette tactique a partiellement échoué, la nouvelle stratégie a consisté à faire venir les Turcs pour commettre un massacre. La Russie a considérablement sapé sa crédibilité internationale. La destruction susmentionnée de 1905 est bien documentée dans le travail des correspondants du *Times* : Luigi Villari, *Fire and Sword in the Caucasus*, Londres 1906, dans la [presse américaine](#) et dans notre [Bibliographie du génocide](#) [p. 16 & 33].

Le 9 novembre 2020, une annonce extraordinaire a été faite selon laquelle la Russie avait négocié une trêve concernant l'Artsakh, en secret ; un accord avait donc été signé entre la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui devait être ratifié. L'accord prévoyait de récompenser l'Azerbaïdjan avec tous les territoires qu'il aurait capturés en n'adhérant pas aux cessez-le-feu annoncés. Cette agression est en outre récompensée par le détachement d'un nombre de régions de l'Artsakh comme elles l'étaient au début des années 1920. Son statut parlementaire *de facto* depuis 25 ans ne sera pas élevé au rang de catégorie *de jure*. La situation de ses militaires reste floue. Les réparations pour les dommages massifs causés - vies et biens - restent également ambigus. La Russie va envoyer plus d'un millier de soldats armés pour le maintien de la paix pendant 5 ans. La souveraineté de la République d'Arménie est également minée par une exigence : la région du sud, à la frontière de l'Iran, devrait être utilisée pour la logistique entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan, et vers la Turquie. En conséquence, la Russie exige le passage des terroristes à deux têtes (ISIS et Panturc) par la juridiction de l'Arménie. À l'exception de ce qui relève du maintien de la paix, l'accord proposé est imprégné de mauvaise foi et n'a pas sa place dans le droit international. Afin de gagner les faveurs de la Turquie, la Russie a trahi une fois de plus l'Arménie, son allié stratégique en vertu du traité. En conséquence, il y a eu des célébrations en Turquie et en Azerbaïdjan. On peut ajouter que le processus du Groupe de Minsk a été illégalement mis de côté. Les malfaiteurs ont également lié leur agression à la pandémie due au COVID-19.

Les régions à risque, du fait du terrorisme d'État à deux branches, restent étendues. Dans le sud - sans l'aide de la Chine - l'Iran va perdre sa région du nord-ouest. Le monde arabe sera progressivement envahi à travers la Syrie et l'Irak. La moitié de la Libye est déjà minée. Les développements prévus en Méditerranée orientale ont été bien documentés de nos jours. Le secteur nord de Chypre reste occupé, le reste est en grand danger. En matière d'hydrocarbures, les projets d'exploration lancés par la Turquie dans cette région portent déjà atteinte à la souveraineté de l'Union européenne (UE).

Il est assez clair que la position de la Russie pour se défendre et défendre ses voisins contre le terrorisme à deux faces a atteint ses limites. Sa frontière caucasienne avec l'Azerbaïdjan est une zone géographique dangereuse pour la sécurité intérieure de la Russie. L'Azerbaïdjan, en revanche, reste le principal complice de la Turquie. Depuis le début des années 1990, il est contrôlé par une dynastie. Elle ne pourra jamais atteindre le même niveau de démocratie parlementaire que celui dont on a été témoin dans l'Artsakh. On a jeté un voile sur les nombreux facteurs défavorables en ce sens parce qu'il s'agit d'un exportateur de pétrole et de gaz. Cependant, au cours de cette décennie, sa production de pétrole diminuera considérablement, tandis que sa production de gaz pourrait se poursuivre. L'approvisionnement en gaz de l'Europe occidentale se fait principalement par gazoduc ; un premier tronçon maritime en provenance de Russie est maintenant arrivé jusqu'en Allemagne, la deuxième tranche est en voie d'achèvement ; la politique ne devrait pas être un obstacle à l'approvisionnement énergétique de l'Europe. Là se trouvent également les pipelines marins de la mer Noire qui avancent vers l'ouest depuis la Russie et qui doivent

également être pris en compte. L'Europe importe aussi du gaz naturel liquéfié d'Afrique du Nord. Grâce aux progrès technologiques, les États-Unis sont désormais également un important producteur de gaz naturel liquéfié ; ils devraient également avoir une part du marché de l'Europe occidentale. Le gaz naturel sera en sur-approvisionnement pendant des décennies. En ce qui concerne l'Europe occidentale, la production de l'Azerbaïdjan, au sud de la Caspienne, est désormais supérieure aux besoins. En outre, une part importante des revenus générés par les exportations d'hydrocarbures par pipeline à travers la Turquie a financé l'insurrection à double facettes, une agression massive parrainée par l'État qui désormais avancera vers le nord du Kazakhstan en bafouant les frontières de la Russie, et atteindra la Chine en passant par l'Asie centrale. Pour plus de détails, consulter Serge A., Zenkovsky. *Pan-Turkism and Islam in Russia*, Harvard University Press, 1967 ; Zarevand, *United and Indépendant Turania*, Leyde, Brill, 1971. Il convient d'ajouter que l'idéologie du turcisme en Anatolie est imprégnée d'affabulations issues de la mythologie ogygienne.

Les liaisons latitudinales de la mer Caspienne vont devenir un enjeu majeur. Leur contrôle, de la Russie au nord jusqu'à l'Iran au sud, est impératif. Pendant la guerre d'indépendance de l'Artsakh au début des années 1990, l'Azerbaïdjan a transporté les Moudjahidines Hizbou-Islami - avec la bénédiction du Pakistan - de l'Afghanistan à l'Artsakh. Le Pakistan doit être maîtrisé si l'on veut éliminer le terrorisme en Afghanistan. Plus à l'ouest, le contrôle de la Géorgie est également important dans la mesure où l'ISIS, tout comme du matériel important pour la promotion du terrorisme organisé par la Turquie, a emprunté l'espace aérien, les liaisons ferroviaires et routières de la Géorgie ainsi que ses ports sur la mer Noire. Comme le double terrorisme s'étend dans la région de la mer Noire - la Turquie y a un long littoral - les ports des pays de l'UE que sont la Bulgarie et la Roumanie auront besoin d'une sécurité supplémentaire. Plus au sud, la Grèce et ses îles de la mer Égée sont en état de risque maximal. Progressivement, une partie de l'Europe continentale s'étendant des frontières de la Grèce et de la Bulgarie jusqu'à l'est de l'Adriatique sera infiltrée. La fréquence des attaques terroristes dans les villes européennes est en constante augmentation. Les pays européens restent extrêmement lents à agir de manière décisive ; certains en sont encore à tenter de sortir du 20e siècle. Au cours du quatrième trimestre 2020, la France a décidé d'interdire les Loups gris, les milices paramilitaires du panturquisme ; l'Allemagne, l'associé spécifiquement masqué de la Turquie, peut suivre, Autriche les avait interdites deux ans plus tôt. Cependant, les organisations de ce calibre ne sont que la partie visible de l'iceberg. Le véritable problème se situe au niveau de l'armée et du service de renseignement, le MİT-*Milli İstihbarat Teşkilatı*.

La Turquie, en politisant de manière significative le panturquisme et peu après le détour par l'ISIS, s'affirme. Elle entend désormais s'étendre dans pratiquement toutes les directions. Les deux fondamentaux susmentionnés sont maintenant pratiquement devenus des dogmes nationaux ; par conséquent, peu de choses changeront sur le plan idéologique si le gouvernement change. Les droits de l'homme, bien sûr, ont été minés de manière décisive. La

population kurde reste en grand danger ; les autres minorités islamiques ne possèdent aucun droit culturel. Depuis le milieu des années 1980, des centaines de villages kurdes ont été détruits. Le traité de Sèvres de 1920 avait enregistré aussi les droits des Kurdes. Pratiquement tout le monde peut être classé comme terroriste, donc assassiné ou emprisonné. Pour les Kurdes, la doctrine de la R2P (responsabilité de protéger) de l'ONU peut s'appliquer effectivement. Les armes sophistiquées ne sont plus vendues à la Turquie ; après son implication dans la destruction de l'Artsakh, ces approvisionnements ont encore été réduits.

Un objectif clé, dans la perspective de la Turquie, c'est l'extermination de tous les Arméniens qui habitent encore le plateau de l'Arménie. Cette région montagneuse est considérée comme une porte d'entrée principale pour la mise en œuvre du terrorisme à double face au sens large. L'intention est parallèle à l'objectif nazi de détruire la Pologne, parce qu'elle constituait une barrière géographique et culturelle. Toute mesure anti-arménienne augmente considérablement l'ambition du terrorisme à double face. Sans aucun doute, si les Arméniens avaient conservé la plus grande partie de leur plateau de 300 000 km², aujourd'hui le panturquisme n'existerait pas en Anatolie ; le dogme de l'ISIS aurait une portée bien moindre. En effet, il est désormais impératif pour les États-Unis, La France et l'Allemagne de faire une apparition militaire décisive dans la République d'Arménie et d'œuvrer en parallèle avec les Russes. Une telle combinaison constituerait un antidote puissant au fanatisme d'État mentionné ci-dessus. Ainsi, un pacte de coopération transatlantique spécifique doit être établi afin d'éliminer l'infestation provenant d'une vaste zone géographique. ([Voir La sécurité intégrée de l'Europe](#)). La mise en œuvre d'une politique de sécurité rapide et efficace est impérative. À cet égard, l'application de sanctions strictes contre la Turquie et l'Azerbaïdjan, en passant ensuite à un régime d'embargo sur tous les biens et services - importations et exportations - à l'exception des articles essentiels, constituent la voie pacifique à suivre. La mise en œuvre de mesures militaires pourra suivre plus tard.

Au Proche-Orient, la mise en lumière de ces questions atteint finalement son apogée avec la prolifération nucléaire, qui nous met face à un dilemme. La Turquie a l'intention de se doter de l'arme nucléaire ; il ne fait aucun doute que celle-ci sera dirigée contre l'Union européenne, la Russie et les États-Unis. Les méthodes terroristes ne nécessitent pas de systèmes de livraison sophistiqués. Le passé de la Turquie montre clairement que sa posture agressive reste tournée contre l'Europe et sa civilisation. L'Iran, sous cet angle, a souvent été présenté comme un grand danger ; le dernier millénaire ne révèle cependant pas une grande agressivité envers l'Europe. En effet, lorsque les Turcs étaient aux portes de Vienne, l'Iran s'est avéré être l'allié indirect de l'Europe, son allié à l'Est. Les sanctions et les interventions militaires constantes ne peuvent pas arrêter l'ambition nucléaire de la Turquie, donc un changement fondamental est une nécessité. Par conséquent, la région a besoin d'un État puissant basé sur la civilisation européenne/occidentale à l'Est, inséparable de la résolution du problème catastrophique ; la réponse à cette projection se trouve dans l'arbitrage du président Woodrow Wilson, et les [Traités internationaux](#).

Addenda

(1) La coopération militaire de la Turquie avec le Pakistan est en train de devenir un problème sérieux, elle doit être suivie de près. L'arsenal nucléaire du Pakistan est un danger important, son élimination au cours de cette décennie est impérative. Il pourrait être nécessaire de diviser le Pakistan, selon les formations nationales d'origine de la région, et d'établir dûment de nouveaux Etats-nations.

(2) Le 16 novembre 2020, en ce qui concerne les Arméniens de l'Artsakh et les Chypriotes grecs, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a déclaré que l'Europe et Washington doivent s'attaquer aux "actions très agressives " conjointement. Comme prévu, il n'y a pas eu de déclaration définitive de la part de la Russie ; car les annonces de ce trimestre en ce sens sont principalement destinées à sauver la face. Une malversation multiforme, voilà ce à quoi nous avons affaire. Actuellement, la République d'Arménie est directement sous la menace d'un génocide de la part de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, et indirectement de la Russie, si elle reconnaît la République de l'Artsakh comme un État indépendant.

(3) Le président de la Turquie a effectué une visite de deux jours à Bakou afin de participer à un défilé militaire célébrant la destruction des Arméniens de l'Artsakh. Le 10 décembre 2020, il a fait la déclaration suivante : "C'est le jour de la délivrance spirituelle des soldats de l'armée islamique caucasienne de Nuri Pacha et d'Enver Pacha. ". [*Bu gün Nuri Paşanın ve Enver Paşanın, İslam Kafkas ordusunun yiğit neferlerinin şan olduđu gündür*]. Après quoi, le président de l'Azerbaïdjan a revendiqué tous les territoires de la République d'Arménie ; il s'agit d'une étape supplémentaire faisant suite à de nombreuses déclarations pernicieuses de ce genre. La déclaration turque fait référence à l'offensive anti-arménienne dévastatrice de l'armée du panturquisme peu avant la fin de la Première Guerre mondiale. Elle était dirigée par Enver, le ministre de la Guerre des Jeunes Turcs, le gouvernement ottoman turc, et l'un des principaux architectes du génocide arménien. Il a été jugé à Istanbul, comme un criminel de guerre, et condamné à mort par contumace. Nuri, un commandant supérieur de la même armée panturque, avait organisé des offensives de Bakou sur l'Artsakh afin d'éliminer les Arméniens. Il a été appréhendé par les puissances alliées comme un criminel de guerre en attente de jugement. Cependant, il a pu s'échapper en Anatolie, évitant ainsi la justice. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a également été un collaborateur des nazis. ([Bibliographie sur le génocide](#) [p. 14-16].) Les criminels de guerre doivent être arrêtés. Le défilé militaire de 2020 à Bakou, mentionné plus haut, dans le cadre d'une mentalité génocidaire enragée, a eu lieu à une courte distance de la frontière russe. Psychologiquement, c'est pratiquement un hommage à Hitler et son régime. La politique préméditée et hostile de la Russie à l'égard de l'Arménie a constitué une promotion de cette posture. Par conséquent, il est prudent d'invoquer l'article III et ses sous-paragraphes de la [Convention des Nations unies sur le génocide](#), en ce qu'ils traitent aussi de la "complicité".

Cartography



Europa : Frontières intégrales selon la géographie culturelle

Voir:

[Integral Frontiers of the European Union](#)

[Future of European Integration](#)

Dans un monde en mutation rapide, la géographie démographique de l'Europe devient de plus en plus un défi à relever ; les défis extérieurs, comme indiqué ci-dessus, ont également de graves conséquences. (Voir [Frontiers of Europe](#)). Un bon état d'esprit est désormais une nécessité. Le politiquement correct du 20e siècle peut devenir, au 21e siècle, un désastre politique. L'infraction en mouvement nécessite une action défensive - vous changez ou vous disparaîsez - il n'y aura de délai pour personne.



*T. S. Kahvé,
Ararat Heritage
Londres
13 novembre, 2020*